

PROFESSION DE FOI en vue de l'élection à la présidence de l'Université de Strasbourg

Mesdames et Messieurs les membres du conseil d'administration,

J'ai entamé cette année ma vingtième année de service à l'Université de Strasbourg. J'ai eu la joie d'y enseigner la musicologie à des générations d'étudiantes et d'étudiants qui ont trouvé leur voie dans le milieu artistique, culturel ou éducatif. J'y ai développé, avec des collègues réputés, une recherche originale à la frontière entre la musique et l'histoire politique sur les espaces culturels français et allemands au XIX^e siècle. J'y suis depuis dix ans vice-président en charge d'un périmètre couvrant la culture, les relations au territoire et aux citoyens, l'éducation à toutes les sciences et les actions solidaires. J'ai lancé d'importants chantiers : la salle de spectacles La Pokop, le nouveau planétarium et le musée zoologique. J'y ai développé des interfaces originales entre science et société, notamment dans le champ des recherches participatives et des actions en milieu rural et péri-urbain.

Aujourd'hui, fort de cette expérience et animé par l'envie de porter un projet nouveau et ambitieux pour notre communauté, je suis candidat à la présidence de l'université.

L'Université de Strasbourg a ouvert la voie. En 2009, elle devenait, par la fusion des trois anciennes universités, le plus grand établissement pluridisciplinaire français, dont la réputation internationale additionnait celle de tous ses secteurs, de la santé à la chimie en passant par le droit, l'économie et les humanités. Durant les seize dernières années, nous avons consolidé la structure de notre université, nous avons fait une place à chacune de nos composantes et à chacune de nos disciplines, nous avons conforté nos secteurs de pointe. Notre notoriété a été amplifiée par l'initiative d'excellence (IdEx) qui a été pérennisée dès 2016 et qui nous a permis de maintenir, dans des secteurs bien définis, une recherche de très haut niveau. Notre offre de formation s'est notablement enrichie et diversifiée, sous l'effet conjoint de l'expertise reconnue de nos collègues et d'un lien renforcé avec les milieux professionnels. Parallèlement, nous avons densifié nos interactions avec les acteurs des milieux économiques, éducatifs, sociaux et culturels du territoire, par différents leviers, allant du transfert de technologie et de l'innovation à l'éducation par la science, en passant par des dispositifs d'accès à l'emploi et des actions de vie étudiante.

Ces réussites ne sauraient pour autant masquer un certain nombre de difficultés survenues au fil des ans. Si nos diplômes demeurent attractifs et notre recherche reconnue, le positionnement de notre université dans les classements a globalement baissé dans les dix dernières années : du rang 71 au classement de Shanghai en 2017 aux rangs 101-150 en 2024. Au classement *L'Étudiant* pour les licences, paru il y a quelques jours, nous occupons la place 45 sur 69. Notre image de première université fusionnée s'est peu à peu émoussée avec l'arrivée de nouvelles grandes universités (Saclay, Paris-Cité, Sorbonne, Grenoble-Alpes, Aix-Marseille...) qui ont réussi à trouver, non sans difficultés il est vrai, des dynamiques de site fortes et visibles. Notre situation budgétaire, longtemps excédentaire, est devenue plus fragile et, pour le troisième exercice consécutif, déficitaire. Nous peinons à garder nos personnels, particulièrement les plus jeunes et les plus prometteurs, qui trouvent de meilleures opportunités d'emploi ailleurs, y compris dans le secteur public. En 2023, le rapport du HCERES a pointé, pour la deuxième fois consécutive, de réelles faiblesses dans la gouvernance de notre établissement, dont l'efficience stratégique est ouvertement questionnée. Enfin, la précarité étudiante, rendue plus visible depuis la dernière pandémie, complique le quotidien de nombre de nos jeunes et constitue un facteur aggravant de leur échec ou de leur abandon, particulièrement en premier cycle (70% de présents aux examens et 40% de réussite en L1). L'application des droits différenciés pour les étudiants de master en septembre dernier a encore assombri cette situation et affaibli en même temps notre attractivité à l'international.

Il est donc nécessaire d'engager aujourd'hui une nouvelle étape : une étape qui transforme et adapte notre gouvernance, une étape qui redonne du sens à nos missions et à celles et ceux qui les exercent au quotidien, une étape qui s'appuie sur une vision stratégique forte pour notre université, à long terme et à l'échelle du territoire alsacien et du Rhin supérieur. C'est la raison pour laquelle je suis candidat au nom d'une majorité plurielle, issue de différentes listes, de différentes sensibilités, dont le dénominateur commun est l'envie d'engager un changement constructif, progressif et intelligent et d'incarner une nouvelle ambition pour notre université. Reconduire pour un nouveau mandat de quatre ans les méthodes et les usages qui prévalent depuis plus de quinze ans maintenant, n'est pas rendre service à notre communauté. C'est encore moins faire droit à notre trajectoire, celle d'un établissement de haut niveau, engagé, audacieux et pionnier.

Cet esprit pionnier est d'autant plus nécessaire que le monde dans lequel nous vivons connaît des changements brutaux, rapides et imprévisibles. Dans ce contexte, nous devrons faire preuve de discernement et d'adaptabilité, et nous fixer un cap clair. Face à l'imprévisibilité et à l'incertitude, nous saurons opposer la constance et la force des valeurs qui fondent notre communauté : la probité de notre jugement, la détermination de notre engagement, la rigueur de notre éthique, l'ouverture inconditionnelle vers l'Autre et la solidarité. L'histoire particulière de notre université, que j'ai souhaité mieux appréhender et comprendre dans mes fonctions de vice-président ([notamment celle de la période sombre du nazisme](#)), nous oblige. Elle nous oblige à l'exemplarité dans le respect des libertés académiques, au rejet absolu de toute forme de discrimination ou de haine, et à l'éthique de notre recherche et de nos partenariats.

Le projet engagé, audacieux et pionnier que je porte est le fruit de longs mois de réflexion collective au sein du collectif [Au pluriel](#). Il s'est enrichi de près de 150 entretiens individuels que j'ai eus avec des acteurs internes et des partenaires externes de notre université. Il s'est nourri de mon expérience d'enseignant, de chercheur et de vice-président, mais aussi de nombreuses discussions avec des collègues de différentes universités françaises (notamment au sein du [Réseau MEnS](#) des universités et écoles engagées pour les étudiants et chercheurs en exil, que je préside depuis sa création en 2017) et étrangères. Les récents échanges avec les élus des listes Refonder et des différentes organisations syndicales de personnels et d'étudiants ont enrichi et conforté la vision que je porte, collectivement avec eux, pour les prochaines années. Celle-ci s'articule autour de trois grands défis.

1 – Le défi démocratique. Notre université a besoin d'un fonctionnement collégial et démocratique. La faiblesse de notre gouvernance ne tient pas à son organisation en deux niveaux (le niveau dit « central » et les composantes), qui met en regard la présidence avec plus de 100 entités (35 composantes et 70 unités de recherche). Elle tient plutôt à la manière dont nous faisons vivre ce modèle, c'est-à-dire à la place que nous accordons à ces entités dans l'élaboration de nos politiques et dans les modes de prise de décision. Il n'y aura de stratégie commune – celle que les évaluations externes pointent comme déficiente – que s'il y a une stratégie *partagée*. Ce partage présuppose une déconcentration du pouvoir, une décentralisation des moyens et une collégialité de la prise de décision. Aujourd'hui, tout procède du président, qui est à la fois le chef d'établissement, le président du conseil d'administration et le président du conseil académique. Toute décision, toute délibération, tout ordre du jour émane de lui et de son équipe. Les conseils deviennent dès lors des chambres d'enregistrement au lieu d'être les lieux du débat et de la construction collective de la délibération qu'ils devraient être. Nous proposons d'assumer la collégialité et de ne pas craindre la pluralité des opinions, mais d'en faire des opportunités pour aboutir à des décisions plus justes et plus adaptées pour tous. Aussi, nous proposerons de dissocier, comme le dispose le Code de l'éducation, la fonction de président de l'université (qui demeurera président du conseil d'administration) de celle de président du conseil académique, et de doter ce conseil d'un bureau où siégeront, en plus des deux vice-présidents de commission (CFVU et Commission de la recherche) un représentant des personnels BIATPSS et un représentant des étudiants. Ce bureau sera en charge de la vie du conseil (ordres du jour, répartition des dossiers...) dans une double interaction avec le président et son équipe d'une part, et avec les élus des conseils de l'autre. Pareillement, les deux conférences des directeurs de composantes et des directeurs d'unités de recherche seront animées par un bureau, afin de transformer ce qui est aujourd'hui un lieu d'information descendante en un lieu d'échange et d'élaboration des politiques de formation et de recherche. Le rôle des conseils de composante, dont les

directeurs sont les porte-parole, n'en sera que renforcé et la démocratie universitaire, dans son ensemble, revitalisée. Parallèlement, la priorité dans l'allocation des moyens humains et financiers sera donnée au bon fonctionnement des composantes et des unités de recherche. Nous évoluerons ainsi vers un modèle plus fédéral, seul modèle viable si l'on fait le choix de conserver notre organisation à deux niveaux avec un grand nombre d'entités, et de préserver ainsi l'autonomie et l'intégrité de chaque discipline.

2 – Le défi humain. Le désengagement financier de l'Etat, qui n'a pas entièrement compensé aux universités les mesures salariales qu'il a prises et qui n'a que partiellement aidé à absorber la hausse des coûts de l'énergie, a détérioré la santé financière de nos universités, réduisant nos marges de manœuvre, tant en fonctionnement qu'en investissement. Cela doit nous inviter à reconsidérer la manière dont nous gérons et structurons notre budget, dans une acceptation plus globale des crédits issus de la dotation de l'Etat, de ceux issus de fonds fléchés à long terme (IdEx) et de ceux issus des grands appels à projets structurants. À un autre niveau, la hausse du coût de la vie dans les grandes métropoles a aggravé la situation financière de nos étudiantes et étudiants, particulièrement pour l'accès au logement (offre insuffisante, augmentation des loyers). Nos personnels, notamment celles et ceux qui ont les plus bas salaires, se retrouvent aussi dans des situations similaires. Le problème est encore accru pour les étudiants internationaux (22% de notre effectif), particulièrement ceux venus d'en-dehors de l'Union Européenne : ils sont assujettis aux droits différenciés, ne bénéficient pas de bourse et sont confrontés à la difficulté de faire renouveler leur titre de séjour. Notre université doit affirmer une politique sociale plus engagée et renforcer stratégiquement ses partenariats dans ce cadre. Cela implique des choix budgétaires forts que nous assumerons dans le prochain mandat. Nous nous engageons d'abord à faire payer les mêmes droits d'inscription à tous les étudiants, quelle que soit leur nationalité : soit en votant l'exonération totale pour les extra-communautaires si nous sommes en accord avec la réglementation, soit en flétrissant au titre de nos crédits d'« excellence » des bourses compensant les tarifs imposés par « Bienvenue en France » dans le cas contraire. Nous nous engageons aussi à poursuivre, avec le CROUS et les collectivités territoriales (Eurométropole, Région Grand Est), nos efforts pour augmenter le parc de logements étudiants (construction, colocations solidaires, logement intergénérationnel...) avec des moyens facilités pour les mobilités douces si le logement est distant. Nous nous engageons aussi, pour nos personnels, à augmenter l'emploi titulaire jusqu'au plafond d'emplois, à proposer des contrats à durée indéterminée dès lors que la mission est pérenne, à recruter à un niveau de qualification plus élevé correspondant à l'évolution de la technicité de nos métiers et à résorber, pour les collègues déjà en poste, les décalages grade-fonction. Nous nous engageons enfin à ce que tous nos campus aient une offre équivalente de services aux personnels et aux étudiants et étudiantes, ce qui implique une approche déconcentrée de la Contribution de la Vie Etudiante et de Campus (CVEC), des équipements partagés en proximité avec des lycées ou des infrastructures publiques (gymnase, cantine...), et des activités conjointes entre étudiants et personnels. La cohésion de notre communauté sera notre priorité. Elle va de pair avec des politiques plus équitables, plus sociales et plus justes pour toutes et pour tous, qui accompagneront le plus grand nombre vers une recherche et un enseignement public de haut niveau.

3 – Un nouvel agenda à l'horizon 2040. En redonnant du sens à nos missions, en rendant nos modes de fonctionnement plus justes et nos choix plus collectifs, nous serons en mesure de faire émerger ensemble une vision à long terme, qui soit à la hauteur de nos forces et de nos ambitions. Cette vision, nous proposerons de la construire à partir des lignes de force suivantes :

- Une **ambition scientifique collective et équitable** : pour répondre aux besoins de *tous* nos secteurs de recherche par des moyens récurrents adaptés et par des infrastructures de qualité. Cette nouvelle approche globale de la politique de recherche s'appuiera sur une stratégie à l'échelle du site, qui sera concertée dans un comité dédié avec les organismes nationaux de recherche et les collectivités et qui mettra tous nos outils (IdEx, EUR, PIA...) à son service ;
- Une **ambition éducative appuyée sur des savoirs solides et avancés** : pour conforter l'université comme institution du savoir. Nos formations devront être les lieux de transmission de savoirs solides et avancés (par la recherche), que nous articulerons aux enjeux des nouveaux métiers. La connaissance sera remise en avant, non comme un savoir inerte, mais comme le socle d'un apprentissage critique contribuant à former des citoyens éclairés. Cela implique d'assumer l'intégration consciente et intelligente des outils issus des nouvelles technologies.

Cela implique aussi d'assumer un rôle social et inclusif qui, dans une collaboration renforcée avec le secondaire, permette une réelle égalité des chances à tous nos jeunes ;

- **Une ambition territoriale concertée et partagée à l'échelle alsacienne** : pour faire du site d'enseignement et de recherche alsacien un pôle de premier plan à l'échelle nationale. Les forces de nos sept établissements devront plus fortement être mises en synergie au profit d'une stratégie originale et lisible, qui sera étroitement construite avec les collectivités territoriales et les acteurs du monde socio-économique. Le lien avec les citoyens et les territoires sera mis au centre de cette relation, dans l'esprit du projet OPUS (Open University of Strasbourg) que j'ai initié en 2021 ;
- **Une coopération transfrontalière exemplaire et engagée** : pour renforcer, par discipline et structurellement entre les établissements, EUCOR comme une fédération d'universités qui devienne d'ici dix ans le premier campus européen de recherche et de formation en Europe. C'est à cette échelle que nous devons faire émerger des pôles d'excellence, en articulation étroite avec les opportunités et les attentes de la société ;
- **Une stratégie internationale avisée et structurée** : pour positionner nos relations internationales à un niveau stratégique, au-delà des simples partenariats de mobilité, et pour en faire des leviers de développement de notre recherche et des territoires. Nous assoirons les choix de nos partenaires sur un avis éclairé du comité d'éthique et des libertés académiques que nous allons créer, ainsi que sur l'opportunité et l'intérêt réciproque de nos échanges ;
- **Une exemplarité environnementale revendiquée** : pour mettre nos missions au service de la transition environnementale et accompagner les changements sociétaux qui y sont liés. Nous devrons plus fortement orienter notre recherche, dans tous les domaines y compris les sciences humaines et sociales, vers la transformation des processus et des habitudes, et adapter nos formations aux nouveaux métiers et aux nouvelles techniques (notamment l'intelligence artificielle). Nous accompagnerons au quotidien ces changements pour nos personnels et étudiants dans un souci de justice et d'équité sociales ;
- **Une détermination sans faille à promouvoir l'égalité et à lutter contre les discriminations** : pour assurer le respect de chacune et de chacun dans ses différences et pour faire vivre la diversité culturelle, linguistique et sociale de notre université au quotidien. Nous renforcerons les actions de prévention et faciliterons le traitement des demandes et des plaintes. Nous appliquerons une grande fermeté dans le traitement des cas de propos haineux, racistes, antisémites ou portant une discrimination de toute nature. Nous nous engagerons fortement à favoriser la parité et l'égalité femmes-hommes. Sur ces sujets, nous deviendrons une université exemplaire.

Le mandat qui s'ouvre n'aura pas trop de quatre ans pour mettre en œuvre les nombreux chantiers qui attendent notre université et pour construire un agenda commun. C'est faire honneur à l'action de mes prédécesseurs que d'avoir aujourd'hui l'opportunité et la responsabilité d'engager avec vous une nouvelle étape de l'histoire de notre université. Cette étape sera déterminante. Par la collégialité et la transparence de nos choix et dans le respect de nos différences, elle nous permettra de construire ensemble le projet fort et ambitieux qui assurera la renommée de notre établissement, la notoriété de ses diplômes et la qualité de sa recherche. Si vous m'élisez le 18 mars, je saurai me montrer digne de la responsabilité qui incombe à la fonction et de la confiance que vous voudrez bien m'accorder.

Strasbourg, le 4 mars 2025



Mathieu SCHNEIDER